

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Marseille, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

45 chemin de la Meteline
04200 Sisteron

Référence : SPR/1342/2024
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été confronté à une perte totale d'alimentation électrique suite à un incident externe (incendie sur un poste EDF) le 18/09/2024.

Le POI a été déclenché.

Le présent rapport s'intéresse à la gestion de l'incident par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

Contexte de l'inspection :

- Incident Perte d'énergie Electrique du 18/09/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'accident « Perte d'alimentation électrique »	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et ANNEXE I ,	Sans objet
2	Impacts de l'accident	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Rapport d'accident « Perte d'alimentation électrique »	Code de l'environnement, article R.512-69	Sans objet
4	Gestion de l'accident « Information de l'inspection »	Code de l'environnement, article R.512-69	Sans objet

3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'incident, et du retour d'expérience associée est cohérente considérant le cas d'espèce, et le déroulé des événements.

La lecture de ce rapport d'inspection est à mettre en parallèle avec le rapport d'inspection de l'inspection du 8/11/2024 sur la thématique « Perte d'utilité » lors de laquelle un point spécifique a été réalisé sur la vulnérabilité des installations de l'exploitant face à une perte d'utilité, ainsi que sur les mesures et procédures mises en œuvre par l'exploitant pour garantir la bonne prise en compte de cette menace.

4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'accident « Perte d'alimentation électrique »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et ANNEXE I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion accident / Mise en œuvre POI
Prescription contrôlée : Article 8 L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l' article L. 515-40 du code de l'environnement . Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la

sécurité, conformément à [l'article R. 515-99 du code de l'environnement](#). L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

ANNEXE I

[...] 5. Gestion des situations d'urgence

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.[...]

Constats :

Il convient donc, dans le cadre de la gestion de l'accident de s'intéresser :

- au respect des procédures d'exploitation issues du SGS notamment,
- à la bonne gestion des conséquences de l'incident,
- à la présence ou non d'impact résiduel et aux moyens d'action mis en œuvre.

Il convient également de s'intéresser au bon déroulement du POI et aux conditions de son déclenchement.

Le 18 septembre 2024, vers 12h40, un incendie sur le poste EDF principal alimentant le site de Sanofi Sisteron a entraîné une perte d'alimentation électrique du site.

Conformément à ses procédures internes et en particulier à son système de gestion de la sécurité, l'exploitant a immédiatement déclenché son plan d'opération interne (POI) afin de déclencher son organisation de crise est de mettre en œuvre les mesures adaptées pour la poursuite ou la mise en repli des installations.

L'inspection des installations classées a été informée vers 13h07 du sinistre, puis régulièrement au cours de l'après-midi.

L'exploitant a décidé de mettre en repli ses installations (arrêt des synthèses notamment), considérant l'absence de visibilité sur le temps de rétablissement. En effet, le site peut en temps normal également être alimenté par le poste EDF au sud du site. Toutefois, l'ampleur du sinistre et les vérifications à opérer par EDF n'ont pas permis de réaliser la bascule de manière immédiate.

A 13h46, une réalimentation provisoire et partielle du site était enclenchée.

La main courante de suivi des événements dans le cadre du POI précise la liste des actions mises en œuvre par l'exploitant et montrent une prise en compte cohérente des enjeux à traiter en particulier par le déclenchement des actions permettant d'anticiper une crise prolongée (livraison d'azote, de gasoil pour les groupes électrogènes de secours, rondes de vérification des installations, mise en repli des installations, arrêt des synthèses, point sur le fonctionnement de la station d'épuration et de l'incinérateur...).

Les risques environnementaux ont été rapidement écartés. L'arrêt des synthèses entraîne une réduction significative des flux d'eaux résiduelles arrivant à la STEP. La capacité de stockage tampon de l'exploitant au sein même de la STEP permettait de garantir l'absence de rejet aqueux non conforme jusqu'à rétablissement des utilités nécessaires au bon fonctionnement de la STEP. L'arrêt des synthèses et des ventilateurs d'alimentation de l'incinérateur entraîne également un arrêt des flux de COV envoyés à l'incinérateur. Considérant l'arrêt de l'alimentation de l'incinérateur en solvant, seule une quantité négligeable de COV a pu être relâchée (respiration des bacs de stockage, de la STEP...) sans conséquence environnementale.

L'arrêt des synthèses, le retour rapide de l'alimentation électrique (partielle), la présence des groupes électrogènes de secours, et l'inertie des différents systèmes d'utilité (production de froid

<p>notamment) a permis d'écarter la probabilité de risques accidentels (stockage à température régulée en particulier).</p> <p>La reprise de l'activité a été très progressive, avec un lien permanent avec ENEDIS, et un redémarrage des synthèses après remise en service de la STEP et de l'incinérateur.</p> <p>Aucune conséquence environnementale ou impact résiduel n'est à noter.</p> <p>La gestion de l'incident par l'exploitant est conforme aux attentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Impacts de l'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des impacts et des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; -gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Face au risque de dysfonctionnement des équipements de traitement (station d'épuration, incinérateur), l'exploitant a mis en œuvre les mesures lui permettant d'éviter l'émission au milieu naturel d'effluents pollués. En particulier en l'absence d'énergie électrique, les pompes assurant le transfert des effluents depuis le traitement biologique jusqu'à la filtration et à la sortie du site se sont arrêtées, bloquant les eaux non traitées dans les bassins de traitement biologiques disposant en tout moment d'une capacité de stockage résiduelle suffisante pour gérer un arrêt temporaire de la STEP. Le rejet milieu était donc stoppé lors de l'incident. De plus l'arrêt des synthèses a permis de ne pas continuer à générer d'effluents qu'ils soient aqueux ou gazeux, nécessitant un traitement.</p> <p>L'inspection des installations classées a pu visualiser les relevés de données du jour de l'inspection confirmant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt des rejets aqueux en sortie de STEP, • l'arrêt de l'alimentation en COV et en solvant de l'incinérateur vers 12h le 18/09 jusque 05h le 19/09, • la conformité des rejets en sortie d'incinérateur hors de cette phase d'arrêt <p>L'exploitant a donc mis en œuvre les mesures nécessaires pour garantir de limiter ses impacts en cas de dérive de cette situation accidentelle. En l'absence d'alimentation de l'incinérateur et considérant l'arrêt des ventilateurs présents sur les circuits d'alimentation, seuls les effluents considérant à la respiration des bacs ont pu être émis à l'atmosphère. Toutefois la quantité en jeu est infinitésimale puisque l'ensemble des bacs sont couverts, et que l'absence de mouvement de produit limite très fortement cette respiration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport d'accident « Perte d'alimentation électrique »

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport d'accident n'a pas été formalisé. L'exploitant a transmis en sus de la main courante détaillée des événements, son plan d'action considérant l'analyse des causes mais surtout l'analyse des conséquences potentielles de ce type d'évènement. Considérant qu'on évoque un accident hors site ayant des impacts sur site, la démarche apparaît suffisante dans le cas d'espèce. Le plan d'action prévoit en particulier la mise en place d'une liste précise des équipements/matériels secourus, d'un marquage sur les appareils et d'une procédure permettant de déterminer les conditions de remise en service des équipements/installations (et l'ordre de priorité). Ce point est traité de manière plus précise dans l'inspection "Perte d'utilités". Une demande spécifique, associée à un délai de mise en œuvre est fixée dans le rapport de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion de l'accident « Information de l'inspection »

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'inspection
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]
Constats : Dans le cadre de la mise en œuvre du POI qui a été déclenché, la DREAL a été prévenue conformément aux procédures d'alerte (l'inspecteur du site ayant pu être joint, l'exploitant n'a pas doublé l'appel vers l'astreinte risque régionale). Il a été convenu que la fiche G/P attendue n'était pas nécessaire considérant que des points téléphoniques réguliers seraient faits entre

l'inspecteur du site et la cellule de gestion de crise de l'exploitant.
L'exploitant a tenu informé l'inspection du déroulé des événements au cours de l'après-midi.
L'inspection considère que l'information des autorités est donc adaptée à l'évènement survenu.
Il est rappelé que la transmission de la Fiche G/P est attendue systématiquement en cas de déclenchement du POI, sauf avis contraire de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite